

Les Possibles — No. 19 Hiver 2019

La gauche allemande et les défis des migrations

samedi 9 février 2019, par Peter Wahl

Depuis que la chancelière allemande a suspendu l'accord de Dublin en septembre 2015, permettant ainsi l'entrée d'un million et demi de réfugiés au cours des dix-huit mois suivants, le thème de la migration a joué un rôle spectaculaire dans la politique allemande.

Il y avait beaucoup de spéculations sur les motivations de Merkel. Était-ce une stratégie à long terme contre le déclin démographique et le vieillissement de la population ? Un plan pour la garantie financière des pensions ? Ou s'agissait-il plutôt de remédier aux pénuries de main-d'œuvre ? Ou encore une attaque néolibérale contre les salariés, utilisant les migrants pour le dumping salarial et social ? Ou bien la chancelière est-elle peut-être véritablement guidée par des motifs humanistes, quasiment la *Mère Teresa* des migrants ?

Comme l'ont montré des recherches sur la nuit dramatique du 4 au 5 septembre 2015 [1], Merkel n'avait aucun plan, aucune stratégie. C'était aussi simple que pragmatique pour elle d'éviter les images télévisées dramatiques, avec des dizaines de milliers de réfugiés sur l'autoroute à la frontière entre l'Autriche et la Bavière. C'était à court terme, afin d'éviter le stress et la querelle. Des considérations à long terme n'ont pas joué de rôle. Cela s'inscrit parfaitement dans son style politique général, qu'elle décrit elle-même comme « *conduire à vue* ».

Dans les premiers mois qui ont suivi, il y a eu une incroyable vague de solidarité dans la population. Dans toutes les villes et même à la campagne, des groupes de soutien aux réfugiés se sont développés spontanément. Ils ont pris une grande partie du fardeau sur leurs épaules, que les administrations surchargées et parfois résistantes étaient incapables d'endosser. Un nouveau mot a été créé : « *Willkommenskultur* » (culture d'accueil).

En même temps, la décision unilatérale de Berlin a eu d'énormes effets secondaires. D'abord sur l'Union européenne. Aux fortes tendances centrifuges déjà existantes, a été rajoutée une autre crise profonde entre les États membres. Elle n'est toujours pas résolue.

Après quelques mois, cependant, d'autres conséquences problématiques sont également apparues lorsque, la nuit du réveillon 2015 à 2016, plusieurs centaines de femmes ont été victimes de harcèlement sexuel, qui a été attribué à des migrants maghrébins devant la cathédrale de Cologne. À partir de ce moment-là, un *roll-back* massif s'est amorcé. Le gouvernement fédéral a mis en œuvre tout un paquet de mesures qui ont ramené la politique migratoire allemande au niveau du reste en Europe de l'Ouest. Le nombre de demandeurs d'asile est passé de 890 000 en 2015 à 722 370 en 2016 et à 198.317 en 2017. [2] Le geste humaniste de septembre 2015 est désormais perçu comme une perte de contrôle – à juste titre.

Crise du système politique et glissement vers la droite

Entre-temps, le climat politique dans le pays avait radicalement changé. La *culture d'accueil* a été mise sur la défensive et est aujourd'hui marginalisée. Les problèmes liés à l'immigration de masse sont au premier plan du discours public. Les développements autour de la migration ont servi de catalyseur accélérant un glissement général de la société vers la droite. L'hégémonie social-libérale que connaît le pays depuis quelques décennies s'érode de plus en plus, ce qui a maintenant un effet dramatique sur le système politique :

- Avec l'*AfD* (« *Alternative pour l'Allemagne* ») est entré, pour la première fois depuis la fin de la guerre, un parti d'extrême droite au Bundestag. Il y représente le plus grand groupe d'opposition. Il est représenté dans tous les parlements des *Länder*. En Saxe, c'est même le parti le plus fort. Son thème central est la migration.
- La *CDU* de Merkel est passée de 40 % des voix dans le passé à une moyenne de 30 %. Son aile bavaroise, la *CSU*, a perdu après un demi-siècle sa majorité absolue dans le parlement de Munich. La plupart de leurs pertes sont au profit de l'*AfD* et, accessoirement, des libéraux (*FDP*). M^{me} Merkel a entre-temps dû démissionner de son poste de chef du parti et il n'est pas certain qu'elle restera chancelière jusqu'à la fin de la période législative. Au sein de la *CDU*, il y a un conflit aigu entre le conservatisme éclairé représenté par Merkel et l'aile droite du parti. Le résultat du combat est incertain.
- Le *SPD*, le plus ancien parti social-démocrate du monde, suit la tendance de tous les sociaux-démocrates

devenus néolibéraux : il est dans une crise existentielle. Après avoir atteint 40 % avec Schröder en 1998, il se situe actuellement entre 14 % et 18 % dans les enquêtes. Il s'agit du niveau le plus bas depuis 1887 [3], avec ses plus grosses pertes d'électeurs contre l'AfD et les Verts.

- Après l'AfD, les plus grands gagnants des bouleversements sont les Verts. Alors qu'ils étaient derrière le *Parti de gauche* (9,2 %) aux élections fédérales de 2017 avec 8,9 %, ils représentent actuellement 18 % à 20 % dans les sondages.
- La part des électeurs du Parti de gauche stagne entre 8 % et 10 %. Cependant, derrière la façade des statistiques il y a un changement profond dans la base électorale. Dans les nouveaux Länder à l'Est, où le parti avait traditionnellement ses fiefs, il perd massivement face à l'AfD, tandis qu'il gagne du terrain dans les centres métropolitains à l'Ouest.
- Seul le FDP néolibéral est relativement stable à l'heure actuelle, avec une part de vote de 8 % à 10 %. Dans les élections pour le parlement de l'UE, il compte gagner de l'influence grâce au parti d'Emmanuel Macron, qui s'est rallié au groupe des libéraux ALDE.

L'instabilité du système politique s'accompagne d'une intensification et d'une polarisation du climat général d'opinion dans le pays. L'insécurité, la polémique, l'agacement et l'agressivité dans le débat public sont à la hausse sur un large front.

Toutefois, il convient de souligner que ces bouleversements ne peuvent pas être attribués simplement à l'afflux migratoire. Ils sont avant tout l'expression de problèmes plus profonds qui couvent depuis longtemps sous la surface de stabilité. Cependant, le débat sur les migrations les a mis en lumière et a contribué à leur intensification.

Approfondissement de la crise de la gauche

La gauche allemande existe. [4] Elle est active, discute, publie, organise des actions, est présente dans les luttes locales et les mouvements sociaux. Si l'on prend les résultats des élections comme indicateur, elle reste stable entre 8 % et 10 % depuis une décennie. Dans le même temps, les enquêtes montrent à maintes reprises que des segments croissants de la population sont de plus en plus insatisfaits des conditions sociales, économiques et politiques. L'incertitude et les craintes quant à l'avenir sont à la hausse. En fait, les grands défis écologiques, économiques, sociaux et politiques exigent une gauche forte.

Cependant, la gauche allemande n'a pas encore été en mesure de saisir les opportunités découlant des bouleversements.

Derrière la façade de la stabilité, se cachent différents processus de crise. Elle a du mal à faire face aux changements rapides du capitalisme, aux changements sociaux et mentaux dans la société et à la nouvelle confusion dans le système international. Elle est à la traîne par rapport à la dynamique du développement social et son orientation stratégique est opaque. Le résultat est un actionnisme de routine qui a longtemps masqué l'impuissance la fragmentation et la formation de camps.

L'afflux d'immigration est tombé dans cette situation en 2015. Il a brusquement aiguë les contradictions à l'intérieur de la gauche, et surtout amené le Parti de gauche au bord de la division ouverte. Les lignes de front ont traversé la direction du parti. Un camp était dirigé par *Sahra Wagenknecht*, coprésidente du groupe parlementaire au Bundestag et la figure publique la plus en vue du parti. De l'autre côté, *Katja Kipping*, coprésidente du parti.

Le parti se compose de cinq ou six courants, qui sont aussi officiellement reconnus comme tels et formellement constitués. Mais le débat sur la migration a conduit à une polarisation binaire qui a parfois dégénéré en agressivité haineuse. D'une part, il y a eu une forte augmentation des comparaisons nazies et des accusations de racisme. D'autre part, les opposants respectifs ont été décrits comme des marionnettes du néolibéralisme. Les deux parties se réclament donc des valeurs fondamentales de gauche. Ainsi, chaque discussion est hautement chargée d'affects qui les conduisent inévitablement à la confrontation et à une dynamique sectaire.

Le conflit rayonnait vers la gauche entière, même s'il y prenait rarement des formes aussi dramatiques.

Actuellement, le conflit au sein du Parti de gauche s'est quelque peu calmé. La raison principale est les prochaines élections au niveau dans plusieurs *Länder*. Surtout à l'Est, dans le Brandebourg, en Saxe et la Thuringe, l'enjeu est énorme. Dans le Brandebourg, le parti et le SPD forment le gouvernement, en Thuringe même le Premier ministre vient du Parti de gauche. Dans les deux cas, il y a un risque de perdre la place au gouvernement et d'abandonner encore plus de voix à l'AfD.

Ce qui contribue également à une réduction des tensions est la diminution drastique du nombre de migrants. Dans un compromis à la fin de 2018, la position programmatique de base du parti a également été modifiée. Dans le programme adopté en 2011, il était encore dit : '*Nous exigeons des frontières ouvertes pour tous.*' [5] C'était la position initiale du camp de Kipping, qui est également représentée dans pas mal de secteurs de la gauche extra-parlementaire. Dans le contexte de l'afflux d'immigration de 2015 et 2016, le camp de Wagenknecht a critiqué cette position comme étant une utopie irréaliste, qui ne pouvait se réaliser dans les conditions d'une société de classes.

Plus qu'un conflit sur migration

Entre-temps, un compromis a été trouvé avec la formule selon laquelle on préconise une politique migratoire généreuse et humaine, exempte d'intérêts économiques utilitaristes, mais pourtant régulée par la politique. Le *no-border*, slogan du programme de 2011, n'est plus mentionné. Il n'est pas certain que ce compromis durera à long terme. Parce que les problèmes sous-jacents ne sont toujours pas résolus.

Parmi ces problèmes, il y a tout d'abord la question de la base sociale de la gauche. Les attitudes anti-immigrés se retrouvent à un degré supérieur dans des groupes subalternes de la population, parmi ceux qui se sentent menacés par la perte de leur statut social et qui ne se sentent pas reconnus par la politique. Par exemple, la proportion de membres des syndicats du DGB, qui votent pour l'AfD est significativement au-dessus de la moyenne. Ces trois phénomènes s'appliquent particulièrement aux Allemands de l'Est. Cela explique le grand succès de l'AfD d'une part, et les pertes de la gauche d'autre part dans les nouveaux Länder. Le camp de Wagenknecht veut regagner les anciens électeurs du parti, au moins en partie, et souligne que, surtout dans le domaine de l'emploi précaire et du secteur des bas salaires, un grand nombre de migrants non qualifiés deviendraient un concurrent des travailleurs locaux.

Dans le camp de Kipping, on soutient que c'est du racisme que d'opposer les intérêts des travailleurs autochtones aux migrants, et que les attitudes anti-migrantes des salariés allemands doivent être combattues de manière offensive comme une forme de racisme. Cette argumentation est renforcée par le fait que les pertes électorales à l'Est sont en partie compensées par les profits des groupes jeunes et instruits dans les grandes villes de l'Ouest.

La controverse s'inscrit dans un cadre analytique qui observe depuis un certain temps déjà une division socio-structurelle des sociétés occidentales en secteurs soi-disant *communautaires* et *cosmopolites*. Au niveau de la stratégie politique, cela correspond à la différenciation en politiques *identitaires* d'un côté et de *politique sociale et de classe* de l'autre. [6]

Bien sûr, pour une stratégie de gauche, la conséquence évidente est de combiner les deux, ce qui est aussi ce qui est tenté.

Intersectionnalité est ici un mot-clé. [7] Mais construire un concept théorique est une chose, sa réalisation pratique en est une autre. Surtout lorsque les liens avec le milieu communautaire ont déjà été rompus, la fracture culturelle est trop grande et une perte de confiance s'est produite depuis des années.

Pour sortir de la stagnation, Wagenknecht a fondé un mouvement extra-parlementaire – « *Aufstehen* » (« *debout* ») en septembre 2018. Plus de 150 000 sympathisants se sont connectés via Internet. Il s'inspire du mouvement britannique *Momentum*, qui a joué un rôle décisif dans la rupture du Parti travailliste avec le néolibéralisme. La direction du parti et de nombreux membres ont interprété cela comme une préparation à la fondation d'un nouveau parti. Cependant, jusqu'à présent, « *Aufstehen* » n'est devenu actif qu'à peine au-delà de la présence sur l'Internet.

Un autre terrain de conflit s'étend sur des thèmes tels que « *Heimat* » [8] *nation, état-nation, nationalisme, souveraineté* ou de l'autre côté *internationalisme, cosmopolitisme, européisme* ou *supranationalisme*. Cela touche également aux questions de la mondialisation et de l'intégration dans le cadre de l'UE. Ici, la gauche allemande occupe une position particulière par rapport à la gauche d'autres pays : sur l'arrière-fond de l'histoire allemande du XX^e siècle, elle est particulièrement antinationale et se considère, inversement, comme particulièrement cosmopolite et internationaliste. Dans les débats sur la migration, le courant *no-border* fait donc explicitement référence à l'internationalisme de gauche. À l'inverse, l'AfD étant bien sûr nationaliste, beaucoup de gens craignent de renforcer l'extrême droite s'ils ne se positionnent pas contre les frontières en tant que telles, l'État-nation et la souveraineté. Cette attitude se reflète aussi dans le débat sur l'avenir de l'UE. Une majorité – pourtant en baisse – croit donc que le supranationalisme de l'UE est au fond un projet progressiste et préconise l'approfondissement de l'intégration.

Face à toutes ces questions complexes, il serait nécessaire de trouver des formes, des espaces et des méthodes qui permettraient de travailler les différences d'une manière productive pour éviter l'aiguïsement des contradictions et un éclatement complet. Mais personne ne peut dire à l'heure actuelle si cela va réussir.

Notes

[1] Un bon compte rendu en anglais, accessible par internet se trouve dans : « [The Night Germany Lost Control](#) », *Die Zeit*, n° 36/2016.

[2] Bundesamtes für Migration (2019) : Migrationsbericht 2016/2017 : Zentrale Ergebnisse. Nürnberg. p. 2

[3] A l'exception naturellement des années de la *Grande Guerre* et du fascisme, où aucune élection n'a eu lieu.

[4] Dans ce texte, la gauche n'est pas seulement comprise comme le *Parti de gauche (Die Linke)*, mais aussi comme ces parties des syndicats, de la société civile organisée et des mouvements sociaux qui s'opposent aux politiques néolibérales. Cela inclut également les vestiges de l'aile gauche de la social-démocratie et de l'aile gauche des Verts, quoique largement marginalisés aujourd'hui.

[5] Programm der Partei DIE LINKE

[6] Un bon aperçu général sur ces concepts : Merkel, Wolfgang (2016) : *The Political Sociology of Cosmopolitanism and Communitarianism*. Dans : WZB Mitteilungen, Heft 154, Décembre 2016. Berlin. Merkel (sans aucun rapport avec la chancelière) est directeur du programme de recherche *Ruptures – cosmopolitisme, communitarisme et la démocratie* au Wissenschaftszentrum Berlin : <https://www.wzb.eu/en/research/completed-research-programs/cosmopolitanism-and-communitarianism>

[7] Voir aussi : Butler, Judith (2003) : *Das Unbehagen der Geschlechter*, Frankfurt/M.

[8] En français « *pays natal* » est proche de la signification allemande, sans la traduire complètement. Une dimension de *Heimat* est en effet la région dans laquelle on est né et où on a été formé comme enfant. Puisque l'Allemagne n'est devenue État-nation que très tard, les particularités régionales, les dialectes, etc., ont duré beaucoup plus longtemps qu'en France. *Heimat* joue donc un rôle plus important dans la psychologie collective. Mais le concept va au-delà du *pays natal* et peut prendre un sens plus large et plus abstrait. Par exemple, dans l'œuvre principale du philosophe marxiste Ernst Bloch, *Prinzip Hoffnung*, il établit un lien entre *Heimat* et l'utopie socialiste/communiste. L'œuvre finit par la phrase : *Heimat, c'est là où personne n'est encore allé*. L'abus du terme par les nazis l'a ensuite discrédité. En réaction à l'incertitude causée par la mondialisation néolibérale, le terme connaît une renaissance dans la société allemande et est devenu un terrain contesté dans le combat pour l'hégémonie.